

# Seine-et-Marne matin

## Conseil municipal géant contre les vols de nuit

**NUISANCES AERIENNES.** 86 maires se rassemblent ce matin place du Trocadéro à Paris pour exiger un couvre-feu nocturne sur les plates-formes de Roissy et du Bourget.

**U**NE MARÉE bleu-blanc-rouge contre les vols de nuit à Roissy et au Bourget. C'est en organisant un conseil municipal géant ce matin place du Trocadéro à Paris (XVI<sup>e</sup>) qu'élus ceints de leur écharpe et associations veulent relancer la mobilisation pour obtenir un couvre-feu nocturne. Et pour se réunir, les antibruit ont donc choisi le parvis des Droits-de-l'Homme. « Nous réclamons le droit à dormir entre 22 heures et 6 heures », explique Patric Kruissel,

président de l'Association de défense contre les nuisances aériennes (Advocnar).

Venus de Seine-Saint-Denis, du Val-d'Oise, de Seine-et-Marne et même des Yvelines, quatre-vingt-six maires de tous bords politiques seront présents, accompagnés de conseillers municipaux. A 10 heures, les deux plus jeunes conseillers, représentants d'Argenteuil et de Soisy-sous-Montmorency (Val-d'Oise), liront la délibération demandant un couvre-feu. Elle devrait être votée à l'unanimité symboliquement, à

charge pour chaque commune de le faire officiellement au sein de son propre conseil.

### 86 maires franciliens réunis au Trocadéro

Aux abords de Roissy, 168 avions, soit en moyenne un toutes les trois minutes, perturbent chaque nuit le sommeil de 2 millions d'habitants. Et en treize ans, le nombre de vols dans ce créneau a tout simplement doublé. Après des années de lutte, l'idée de ce conseil géant est donc née d'une table ronde organisée en mai entre élus et associations. « Les associations travaillent mais on n'a pas beaucoup de résultats. Les élus font des propositions sans plus de réussite, regrette Patric Kruissel. Il fallait donc faire quelque chose ensemble. » Sur les 250 communes invitées, 86 ont répondu présent.

Mais le combat ne s'arrêtera pas à

ce coup médiatique. Depuis mars dernier, à la demande de Nicolas Sarkozy, le président du Conseil économique et social élabore une charte du développement durable pour Roissy. Celle-ci doit être dévoilée à la fin du mois. Les maires de Gonesse, Saint-Prix, Argenteuil et Soisy-sous-Montmorency (Val-d'Oise) ont envoyé jeudi une demande d'audience auprès du président de la République.

« Nous voulons marquer notre détermination pour qu'il y ait de nouvelles mesures et que ce contrat ne soit pas une coquille vide », insiste Jean-Pierre Blazy, le maire PS de Gonesse, également président de l'association Ville et Aéroport. Reste une autre solution : la Cour européenne des droits de l'homme, saisie par l'Advocnar, qui doit se prononcer sur la recevabilité de la requête au printemps.

FAUSTINE LÉO

« Nos moyens d'action sont limités mais on se bat »

**JEAN-BENOIT PINTURIER**, maire de Saint-Pathus



« **J**E PRENDS mon bâton de pèlerin. » C'est dans cet état d'esprit que Jean-Benoit Pinturier (SE) se rend ce matin au Trocadéro, à Paris. Dans son baluchon, une quinzaine de membres du conseil municipal. Ce dernier a d'ailleurs adopté la semaine dernière à l'unanimité la délibération présentée aujourd'hui. « J'ai sans cesse en mairie des habitants qui se plaignent des nuisances. » Saint-Pathus est répertorié depuis

2007 dans le plan d'exposition au bruit de l'aéroport de Roissy. « Et les avions, on les entend. Cet été, les vols ont encore augmenté. Il faut maintenant nettoyer les toits tous les deux ans. » Le maire reste malgré tout optimiste car « de l'action vient la réussite ». « Mes administrés m'interrogent sur ce que je fais. Je leur réponds que nos moyens d'action sont limités mais qu'on se bagarre, comme ce matin. »

F.L.



Cent soixante-huit avions perturbent chaque nuit le sommeil de deux millions d'habitants. Les élus demandent donc un couvre-feu entre 22 heures et 6 heures. (LP/ALAIN AUBOIROUX.)